[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE

LES CONSÉQUENCES NÉFASTES POUR L'AGRICULTURE—LA
NÉCESSITÉ D'EN APPELER AU PEUPLE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, le 30 juillet dernier, la Fédération canadienne de l'agriculture rendait public un communiqué exprimant son inquiétude concernant le projet de loi C-130, visant la mise en oeuvre de l'Accord commercial du premier ministre.

Selon la Fédération canadienne de l'Agriculture, le projet de loi comprend des mesures négatives pour un bon nombre de secteurs agricoles. Par exemple, ce groupe mentionne que le système de commercialisation et l'avenir des systèmes de contingentement sont en danger; que l'intégralité du système de commercialisation de la Commission canadienne du blé menace de disparaître; que les normes de qualité des produits agricoles canadiens sont sérieusement affectées et, enfin, que le secteur horticole du Canada est menacé de disparaître.

Compte tenu de cette situation alarmante, monsieur le Président, le premier ministre doit demander aux Canadiens leur consentement avant l'adoption finale de ce projet de loi.

Le premier ministre a reçu un mandat contre le libre-échange. S'il a changé d'avis en faveur d'une telle entente, il n'a certainement pas consulté le public et il n'a surtout pas le droit d'imposer cet Accord sans l'approbation du peuple canadien. La décision finale appartient au peuple.

* * *

● (1415)

[Traduction]

LES PARTIS POLITIQUES

LE DÉBAT SUR LE LIBRE-ÉCHANGE—LA POSITION DU NOUVEAU
PARTI DÉMOCRATIQUE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je voudrais qu'il soit bien clair que les néo-démocrates essayent d'utiliser la Chambre démocratique afin d'empêcher le gouvernement de faire adopter un accord commercial pour lequel notre pays ne lui a donné aucun mandat. Mais il est absolument idiot que le parti libéral nous critique parce que nous essayons d'utiliser la Chambre démocratique.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AMÉRIQUE CENTRALE—ON SUGGÈRE LE RÔLE QUE LE
CANADA DEVRAIT JOUER

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, cette fin de semaine, tous les Canadiens ont été encouragés, je pense, à la vue de nos troupes qui se joignaient à une mission de maintien de la paix de l'ONU au Moyen-Orient. Nous nous réjouissons tous que le rôle des Nations

Questions orales

Unies soit renforcé en ce qui concerne le règlement des conflits.

J'espère que cette initiative ne va pas détourner notre attention des grands conflits de notre propre hémisphère. La situation en Amérique centrale se dégrade rapidement. Le gouvernement Reagan a à nouveau demandé un appui en vue d'aider militairement les Contras. Le président Arias au Costa Rica fait à nouveau appel à l'aide des autres pays.

Il y a six semaines, un comité de la Chambre des communes a déposé à l'unanimité une série de recommandations sur la façon dont le gouvernement du Canada pourrait offrir des propositions et des mesures importantes et constructives afin de favoriser le rétablissement de la paix. Le gouvernement n'a rien fait jusqu'à présent. C'est là où notre pays pourrait jouer un rôle important dans une zone de conflit située dans notre propre hémisphère et nous pourrions démontrer que notre pays a la capacité et la maturité nécessaires pour favoriser le règlement des conflits.

J'espère que la Chambre va demander au gouvernement de prendre des mesures et de montrer de quel genre d'initiative nous sommes capables pour maintenir la paix en Amérique centrale.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES PÊCHES

TERRE-NEUVE ET LE LABRADOR—LA PÊCHE CÔTIÈRE

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Elle concerne la saison catastrophique de la pêche côtière à Terre-Neuve et au Labrador, cette année. Je dirais même que la pêche a été mauvaise dans toute la région atlantique. La saison a commencé il y a maintenant 13 semaines et de nombreux pêcheurs, particulièrement ceux de la grande péninsule au nord de Terre-Neuve, n'ont eu des revenus que pendant deux ou trois de ces treize semaines. Leurs revenus sont tellement bas que les pêcheurs et leur famille ne sont plus seulement dégoûtés ou furieux, mais pour la première fois beaucoup sont affamés. Ils ne gagnent pas assez d'argent pour nourrir leur famille.

Des voix: Question.

M. Tobin: Les pêcheurs sont des producteurs primaires, au même titre que les agriculteurs. Ils méritent une aide de leur gouvernement en période de catastrophe naturelle.

Ma question est simple et directe. Le gouvernement est-il prêt, vu la catastrophe naturelle qui se produit et la tragédie qui se déroule, à fournir une indemnisation financière directe aux pêcheurs de Terre-Neuve et du Labrador et à leur famille, ainsi qu'à tous ceux de la région atlantique qui sont touchés?